

Acteurs et mécanismes endogènes de gestion des conflits dans la région de Gao au Mali

Boureima TOURE

Enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (ULSHB)
toureboureima@hotmail.com

Atthaher MAIGA

Centre d'études et de Recherche de l'Espace Sahélo-saharien (CARRES)
maiga0007@gmail.com

Résumé

Depuis environ quatre décennies, les régions nord du Mali en général et celle de Gao en particulier est en proie à de multiples formes de conflits. Mais celui de 2012, caractérisé par l'occupation totale de la région par des groupes terroristes et indépendantistes, est sans doute considéré comme le plus meurtrier, assorti de tueries et de violation massive de droits humains. Suite à la libération de la ville par l'État Malien et ses partenaires occidentaux, une cohabitation difficile s'impose désormais entre les différentes communautés de la région. Pour améliorer cette cohabitation, des acteurs et des mécanismes de gestion des conflits sont activés tant sur le plan exogène qu'endogène. Si l'approche exogène semble atteindre ses limites, on ne peut pas en dire autant pour celle de l'intérieur dans laquelle, des acteurs et des mécanismes endogènes sont déployés pour gérer les conflits locaux. Ainsi, l'objectif de cet article consiste à analyser cette dynamique qui s'opère de l'intérieur. La démarche méthodologique est qualitative et se focalise essentiellement sur les différentes catégories acteurs concernés par les conflits et leurs modes de gestion. Comme résultats, l'étude révèle que dans la région de Gao, les conflits sociaux sont divers et complexes. La prise en compte de ces paramètres est déterminante non seulement pour le choix des acteurs, mais aussi des mécanismes pour leur résolution.

Mots clés : résolution de conflits, mécanismes alternatifs, médiation, développement, Gao,

Abstract

For around four decades, the northern regions of Mali in general and Gao in particular have been prey to many forms of conflict. But the 2012 conflict, characterized by the total occupation of the city by terrorist and independence groups, is undoubtedly considered the deadliest, with mass killings and human rights violations. Following the liberation of the town by the Malian state and its Western partners, the different communities in the region are now finding it difficult to live together. To improve this cohabitation, both exogenous and endogenous actors and conflict management mechanisms are being activated. While the exogenous approach

seems to be reaching its limits, the same cannot be said for the internal approach, in which endogenous actors and mechanisms are deployed to manage local conflicts. The aim of this article is therefore to analyse these internal dynamics, focusing on the specific case of the Gao region. The methodological approach is qualitative and focuses essentially on the various players involved in the conflicts and their management methods. The results of the study show that social conflicts in the Gao region are diverse and complex. Taking these parameters into account is a determining factor not only in the choice of actors, but also in the mechanisms for resolving them.

Key words: Mali, Gao, conflict, mediation, development.

Introduction

De nombreux travaux en sciences sociales ont été consacré aux conflits dans le monde et surtout en Afrique (S. Georg, 1995; N. Bagayoko et F. R. Koné, 2017; B. Thierno, 1999; S. Fisher et al., 2000; A. Macleod, 2004; C. Bardet, 2015; A. Tamboura, 2016; C-P. David et O. Schmitt, 2020; S. Doumbia, 2022). Certains auteurs se sont penchés sur l'ampleur et les enjeux des conflits, notamment en Afrique, d'autres par contre, se sont focalisés sur les stratégies de résolution des conflits. Mais peu d'auteurs insistent sur le rôle fondamental des acteurs et des mécanismes endogènes dans la résolution des conflits. Or, c'est de là que dépende en grande partie la paix et la cohésion sociale, notamment au niveau de la région de Gao au Mali. En effet, au début de la décennie 2010, les régions Nord du Mali en général et celle de Gao en particulier étaient en proie à une insécurité sans précédent caractérisée par l'occupation totale de la région par les groupes terroristes et indépendantistes : MNLA⁷², AQMI⁷³, ANSAR DINE⁷⁴, MUJAO⁷⁵. Cette occupation s'est traduite par des conflits multiples et de violations massives des droits humains. Cela se traduit par des massacres de populations, des amputations, des confiscations de bien, l'imposition de la charia par endroits, les vols à main-armée et de bétail et les humiliations. Ces exactions ont suscité un sentiment d'abandon chez la plupart des populations de la région. En dépit de l'intervention de l'Etat Malien et de ses partenaires pour

⁷²Mouvement National de Libération de l'Azawad

⁷³ Al-Qaida au Maghreb Islamique

⁷⁴ Ansar Dine, ou « les défenseurs de la religion » en arabe, est un groupe armé salafiste djihadiste fondé et dirigé par Iyad Ag Ghali, un des principaux chefs de la rébellion touarègue de 1990-1996 au Nord du Mali.

⁷⁵ Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

libérer la ville, certaines exactions se sont poursuivies. Pour améliorer une cohabitation devenue désormais difficile entre les différentes communautés de la région (notamment entre victimes et bourreaux), des acteurs et des mécanismes alternatifs de gestion des conflits sont activés tant sur le plan exogène qu'endogène. Si l'approche exogène a montré ses limites, on ne peut pas en dire autant pour celle de l'intérieur qui, de plus en plus s'investisse pour trouver des solutions négociées aux conflits locaux. Comment cette dynamique s'opère-t-elle sur le terrain ? Quels sont ces acteurs et ces mécanismes locaux impliqués dans la gestion des conflits ? En quoi l'approche interne pourrait-elle être une alternative crédible dans la gestion des conflits ? Telles sont entre autres les principales questions de la présente recherche. Après avoir fait la typologie des conflits dans la région, il sera question des différents acteurs et mécanismes impliqués dans leur gestion. Ces soubassements ont permis d'analyser non seulement leurs forces et faiblesses mais aussi, leur prise en compte dans le dispositif institutionnel de gestion des conflits. Dans la discussion, un parallèle a été établi entre les théories récentes en cours sur la question et les réalités du terrain.

1. Méthode et outils

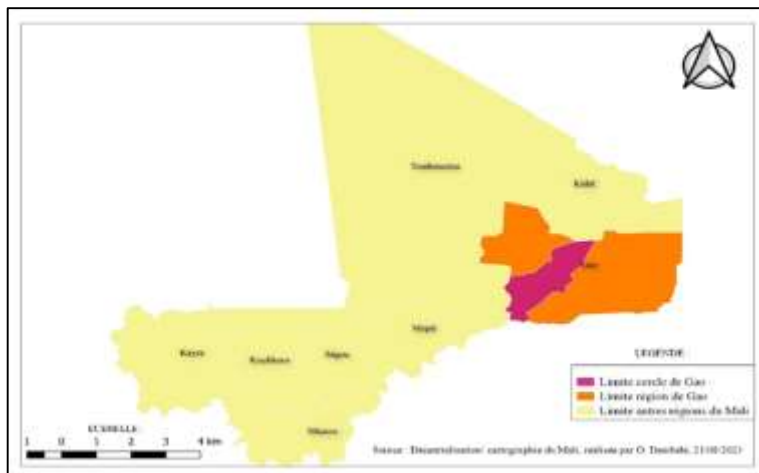
La démarche méthodologique adoptée est qualitative et s'appuie sur les différents acteurs concernés par les conflits et leurs modes de gestion. Dix catégories d'acteurs ont été identifiés. Il s'agit des élus communaux, des autorités traditionnelles (chefs de village, conseillers et notabilités), des agents des services techniques locaux, des leaders communautaires et religieux, des leaders d'organisations locales de jeunes, des femmes, d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs et de commerçants. C'est à travers l'observation attentive des pratiques et des dynamiques que nous pouvons comprendre les logiques qui sous-tendent les conflits et leur mode de résolution. La collecte des données a eu lieu au cours du mois de juillet 2023 a concerné la commune urbaine de Gao. Elle a duré trois semaines, soit vingt et un jours de collecte de données empiriques. Principalement deux outils d'enquête ont été utilisés : i) le guide d'entretien et ii) le carnet de terrain. Le premier a permis de nouer des entretiens aussi bien individuels que collectifs tant à Gao que dans le district de Bamako. Ainsi, au niveau

de la commune, trente-cinq (35) entretiens individuels ont été réalisés et se répartissent comme suit : élus communaux (5), autorités traditionnelles (6), agents des services techniques locaux (4), leaders communautaires et religieux (4), leaders d'organisations locales (4), agriculteurs (2), éleveurs (2), pêcheurs (2), commerçants (1), agents d'ONG locales (3). A cela s'ajoutent quinze (15) entretiens en focus groupes en raison de trois (3) entretiens par quartier (soit cinq quartiers au total). Les entretiens en focus ont été réalisés en fonction de trois catégories distinctes : les hommes adultes, les femmes et les jeunes. Les thématiques abordées lors des entretiens sont entre autres : les causes des conflits, l'état d'insécurité dans le cercle, les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits, les acteurs des conflits, les perspectives sur les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits, etc. Enfin, les analyses ont concerné trois types de données : la documentation existante sur la question des conflits et la région, les données d'entretiens réalisées, les données d'observations réalisées sur le terrain. Dans ces analyses, un accent particulier a été mis sur les stratégies déployées par les acteurs locaux dans la résolution des conflits.

2 Caractéristiques sociohistoriques de la région de Gao

La région de Gao est administrativement composée de quatre cercles : Gao, Almoustrat, Ansongo et Bourem. Traversée par le fleuve Niger, la région de Gao s'étale sur 170 000 km² et avec une population de 544 120 habitants réparties sur 24 communes. Historiquement, la ville de Gao est issue de la dynastie des Dia, fondée depuis 670 par les *Songhoïs*. Sa capitale sera ensuite transférée à Gao en 1010 qui devient un centre commercial, artistique et universitaire important. En 1325, elle sera conquise par l'empereur du Mali Kankou Moussa qui remplaça la dynastie des Dia par celle des *Soni* (Soni Aliber) qui régna sur la région de 1464 à 1492. Cette dynastie sera renversée par l'un de ses généraux, Mohamed Touré qui fonda à son tour la dynastie des ASKIA. Celle-ci régna sur la région jusqu'au 16^{ème} siècle où les Marocains associés aux Berbères sonnent la disparition progressive de l'empire *Songhoi*. Sa capitale sera ainsi transférée à Tombouctou qui deviendra désormais un grand centre commercial et intellectuel. A la fin du 19^{ème} siècle (1898), la ville de Gao sera prise par les Français.

Désormais sous le nom du Soudan Français, elle devient une commune de moyen exercice sous l'autorité d'un fonctionnaire nommé par le chef de territoire et assisté par un conseil municipal élu par le collège unique (loi française du 18 novembre 1955). A l'indépendance en 1960, la ville de Gao est érigée en chef-lieu de la région regroupant en son sein quatre régions actuelles : Tombouctou, Taoudéni, Ménaka et Kidal. Elle sera ensuite divisée en deux parties dont l'une sera la région de Tombouctou en 1977. En 1991, elle connaîtra une autre division à la suite des accords de Tamanrasset (Algérie), ce qui consacra la naissance de la région de Kidal. Sa troisième division, a eu lieu à la suite du découpage territorial du 14 décembre 2011 qui sera ensuite accélérée par l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger de 2015, ce qui donnera encore une nouvelle région, notamment celle de Ménaka.



Zone d'étude

Source : enquête de terrain, juin 2023

3 - Résultats

Principalement trois thématiques ont été abordées et nous donnent les résultats ci-après : i) la typologie des conflits existants, ii) les acteurs locaux impliqués dans la gestion des conflits, et iii) les mécanismes endogènes de résolution des conflits.

3.1. La typologie des conflits à Gao

Depuis environ quatre décennies, la région de Gao est en proie à une insécurité sans précédent caractérisée par des conflits multiples et multiformes : politique, jihadistes, foncier, identitaire, gouvernance, climatique, inter et intracommunautaire, rébellion, économique, religieux, etc. A la base de ces conflits, plusieurs raisons sont évoquées : l'éclatement de la crise libyenne, les multiples rebellions, l'accès aux services sociaux de base, les jeux d'intérêt économiques, le changement climatique, rareté des ressources, disparités sociales, etc. La combinaison de ces phénomènes a eu comme répercussion de plonger la région de Gao dans une insécurité croissante qui se traduit désormais par des attaques à main-armée, du banditisme résiduel, du vol massif des biens, des meurtres, d'exécutions sommaires, des amputations, d'imposition de la charia par endroit assortie de flagellations, de mariage forcé, de recrutement d'enfants soldats et de pillage de biens (boutiques, grenier, etc.). A en croire à certains répondants, la région de Gao est devenue ainsi depuis quelques années, une zone de non-droit où seules les armes deviennent le seul moyen sûr de survie ou d'imposition. Cette situation serait selon plusieurs répondants favorisée par les multiples rebellions et la faiblesse de la présence de l'Etat depuis des années dans les régions nord du Mali. Le tableau suivant donne une vue d'ensemble des conflits identifiés lors de nos enquêtes.

Typologie des conflits sociaux de la région de Gao			
Type de conflits	Acteurs	Causes	Conséquences
Conflits politiques	Acteurs politiques, populations	Divergences électorales et des actions de développement	Remise en cause des légitimés politiques
Conflits de gouvernance	Gouvernants et gouvernés	Accès aux services sociaux de base	Blocage des activités de développement
Conflits identitaires	Différents groupes ethniques de la région	Manque de considération de certains groupes ethniques par d'autres	L'effritement de la cohésion sociale

Conflits foncier	Différentes communautés locales de la région	Difficultés d'accès aux ressources et délimitation entre les usagers des ressources	Détérioration des liens intercommunautaires
Conflits de chefferie	Différents clans des communautés locales	Problème de succession entre clans de chefferies	Faiblesse de leadership local
Conflits d'intérêts économiques		Défense des intérêts économiques	Blocage des activités économiques
Conflits de terrorisme	Groupes terroristes et populations	Imposition de la charia	Blocus temporaire sur les différentes localités de la région
Conflits intercommunautaires	Différentes communautés locales de la région	Divergences autour des actions de développement	L'effritement des liens intercommunautaires

Source : enquête de terrain, juin 2023

3.2 - Les acteurs locaux impliqués dans la gestion des conflits

L'identification des différents types de conflits permet de voir comment ils sont gérés au niveau local, notamment les acteurs qui en ont la charge. A ce sujet, cinq types d'acteurs ont été identifiés : i) les chefferies traditionnelles, ii) les leaders religieux, iii) le cadis, iv) les hommes de caste (les griots) et enfin, v) le conseil des notables.

3.2.1. Les chefferies traditionnelles

Interpellés sur tout ce qui a trait aux différends entre les familles, les clans et les communautés, les chefferies traditionnelles sont considérées comme les premières institutions politiques locales impliquées dans la gestion des conflits. Aucune portion du territoire n'échappe à leur contrôle. Bien que désignées selon les usages et les coutumes, elles représentent aussi l'Etat au niveau local, ce qui leur donne une forte légitimité auprès des populations et surtout dans la gestion des conflits. En pratique, les instances étatiques (mairie,

gendarmérie, justice, etc.) ne s'impliquent dans les conflits locaux que lorsqu'ils dépensent les compétences des chefferies traditionnelles. Ils sont ainsi au cœur de la gestion de la plupart des conflits locaux : litiges fonciers, conflits d'accès et de gestion des ressources, conflits d'héritages, etc. Nanties de ces expériences, les chefferies traditionnelles sont depuis quelques années sollicitées pour intervenir dans les conflits récents au niveau de la ville de Gao : intercommunautaires et surtout de rébellion. Ainsi, il ressort de plusieurs entretiens que l'intervention des chefferies traditionnelles a été déterminante lors de l'occupation de la ville par les groupes terroristes. Selon plusieurs répondants, elle a non seulement permis de sauver des vies mais aussi et surtout de desserrer l'étau sur plusieurs villages de la région. Dans le domaine politique, elles sont de plus en plus sollicitées par les autorités régionales pour apaiser les tensions notamment entre les hommes politiques comme le précise le chef de quartier de Soso-koira :

En tant qu'autorité morale, le gouverneur et le maire sollicitent chaque fois notre concours pour apaiser les conflits entre les hommes politiques. Dans la plupart des cas, nous arrivons à trouver une solution amicale entre les parties en conflits. Ce qui montre que nous avons un rôle important de maintien de la paix et la cohésion sociale. C'est d'ailleurs pourquoi, nous avons mis en place une coordination des chefferies locales pour faire face à des conflits sociaux car, l'état seul ne peut plus.

Un autre notable de la ville ajoute :

Le peu de calme qui existe dans la ville de Gao et dans tout le Gourma (la zone des trois frontières, Mali, Burkina et Niger) est en grande partie dû à l'œuvre des chefferies traditionnelles. De même, plusieurs conflits inter et intracommunautaires ont eu leur solution grâce à l'intervention des chefferies traditionnelles. De nos jours, elles sont incontournables pour avoir la paix à Gao.

Ainsi, longtemps confinées dans la gestion des affaires qui concernent leurs localités, les chefferies locales sont de plus en plus impliquées dans la gestion des conflits politiques et terroristes qui concernent toute la région. Ce regain d'importance s'explique selon plusieurs interlocuteurs par trois éléments : le statut des chefs de village, leur poids politique et surtout le pouvoir mystique que plusieurs chefs de

village détiennent. Considérés traditionnellement comme détenteurs ou gestionnaires de toutes les ressources (terres, pâturages, forêts et points d'eau), dans plusieurs localités de la région, ce statut confère aux chefferies traditionnelles un poids important dans la gestion des conflits dont la plupart porte d'ailleurs sur les ressources : leur accès ou leur gestion. La même dynamique s'opère de plus en plus dans le domaine politique. Le respect dû à leur rang lors des négociations serait en grande partie dû à leur poids politique au niveau local (notamment leur forte capacité de mobilisation). A ce sujet, un leader communautaire déclare : « Aucun responsable politique n'ose mettre les chefferies locales sur son dos au risque d'en payer les frais lors des élections. C'est pourquoi, elles sont écoutées et respectées lors des négociations entre les hommes politiques ». Enfin, la troisième force des chefferies traditionnelles est liée à leur pouvoir mystique. A ce niveau, il est reconnu de tous que lorsque certaines chefferies locales s'impliquent dans la gestion d'un conflit, l'entente s'impose car, dans les croyances traditionnelles, celui qui refuse leur offre de paix peut s'attendre à de malheur (notamment un mauvais sort). Par ces éléments, on voit bien que les chefferies traditionnelles s'imposent de plus en plus comme un acteur incontournable dans la gestion des conflits.

3.3.2. Les leaders religieux : les imams

L'islam est la religion dominante dans la région de Gao. La ville a été islamisée depuis le 14^{ème} siècle à travers de la conquête de Kankou Moussa. De nos jours encore la religion musulmane est considérée comme l'un des facteurs importants de la cohésion sociale. Ses principaux leaders (imams et cadis) sont très respectés et perçus comme des référents sociaux auxquels on ne peut rien refuser. Apolitiques, ils n'interviennent généralement dans les tensions sociales que lorsque celles-ci atteignent certains niveaux : risques d'affrontement entre entités, dislocation de mariage, de famille ou de clans. Au pire moment de l'occupation des régions nord du Mali (en 2012), les imams et les cadis étaient les principaux interlocuteurs des responsables des groupes jihadistes (MNLA, MUJAO et AN Sardine). Plusieurs répondants affirment que le peu de libertés de mouvement et de commerce qui prévalaient à cette époque était dû à l'intervention de ces leaders religieux auprès des responsables des groupes

terroristes. Depuis quelques années, ils sont à l'instar des chefferies traditionnelles sollicités pour intervenir dans les conflits sociaux de la ville de Gao. Ainsi, les crises énergétiques et d'eau qui ont opposé les populations aux gouvernants de la région (le Gouverneur et le maire) ont connu un dénouement grâce à l'intervention des imams de la ville de Gao. A ce propos, un leader communautaire déclare : « Si les imams ne s'étaient mis entre la population et les autorités, on allait assister à une véritable tragédie car, la population en avait marre du manque d'électricité et d'eau en plein mois de carême ». Ainsi, par le respect dû à leur rang, les imams sont arrivés à désamorcer plusieurs crises sociales comme le précise un autre commerçant de la ville : « A cause de leur statut d'homme pieux, nul ne veut les désobéir car, cela est très mal perçu aussi bien dans la religion que dans nos coutumes ». Ainsi, à la faveur de la religion et surtout de leur comportement d'apolitique, les religieux sont parvenus à se faire respecter par toutes les entités sociales, ce qui leur a conféré une grande légitimité dans la gestion des conflits locaux.

3.2.3. *Les cadis : les juges religieux*

A l'instar des imams, le cadi une personnalité religieux dotée d'une forte connaissance en droit islamique. Sa fonction et son statut sont respectés dans toutes les régions nord du Mali et cela depuis des siècles. De nos jours encore, il bénéficie d'une forte légitimité dans la gestion des affaires locales : mariage, divorce, partage d'héritage et de ressources, etc. D'ailleurs, depuis quelques années, leur fonction a été revalorisée par les différents groupes *ihadistes* qui, après avoir chassé l'administration de la justice dans les régions ont transférés la gestion de tous les litiges aux cadis perçus désormais comme les seuls habilités à trancher (notamment selon les principes de la religion). Ainsi, par sa fonction, il est craint et respecté par toutes les communautés locales des régions du nord. D'ailleurs, l'article 46 de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali appelle explicitement à la revalorisation de son rôle dans l'administration de la justice, en ce qui concerne la « médiation civile ». Outre son rôle du juge, le cadi intervient aussi dans les conflits comme médiateur. Pour ce faire, il se sert de ses connaissances en droit coranique pour imposer la paix et la cohésion sociale. Il opère ainsi entre deux exigences : l'une morale et sociale (préservation de la paix et la cohésion sociale) et l'autre,

normes islamiques (régler les différends selon les normes islamiques). Du coup, en cas de conflits, ses propositions et ses décisions sont toujours pris en compte. Mais à la différence du juge moderne qui peut s'auto-saisir de certaines affaires, le *cadi* n'intervient dans les conflits que lorsqu'il est saisi par les gouvernants (chefs de village, maire, gouverneur) ou l'une des parties en conflit comme le précise cet interlocuteur : « Le *cadi* est une personnalité très respectueuse qui ne se mêle des affaires que lorsqu'il est sollicité par l'une des parties en conflit et nul ne peut ignorer sa convocation ou sa sentence car, un *cadi* ne ment pas et il ne fait point de partie pris. Ses décisions sont toujours guidées par les principes et les lois du saint coron ». Ainsi, il n'est pas rare d'entendre que les *cadis* n'échouent point dans la gestion des conflits : refuser leur sentence est perçu comme un acte de *kafre* (un païen) et condamné par la société.

3.2.4. Les griots

Le griot est une institution traditionnelle très respectée et reconnu partout au Mali et même dans la sous-région. Maître de la parole et gardien des traditions, il bénéficie d'un pouvoir important de négociation qui lui est légué par ses ancêtres. Le griot est au centre de tous les actes de la vie des communautés : naissance, baptême, circoncision, mariage, décès, conflits, intronisation de chefs, etc. Considéré comme le premier conseiller des chefs, chaque grande famille en possède. Le griot est doté d'une force de persuasion qui ne laisse personne indifférent, ce qui leur confère un statut social particulier lui permettant de s'impliquer dans les conflits sociaux. Ainsi, nul veut être en désaccord avec lui au risque d'être exposé à ses dits car, il détient le secret de toutes les familles et de toutes les communautés locales. C'est pourquoi, son implication dans la gestion des conflits est perçue comme un atout considérable. Il est le seul membre de la société qui est admis à de dire la vérité à n'importe qui, n'importe quand et à n'importe où sans être réprimandé. Par ce statut, il est constamment associé dans la gestion des conflits qui est d'ailleurs l'une de ses principales tâches dans le fonctionnement de la société comme le précise ce notable :

Qui ose refuser quelque chose à un griot ? Nul n'est au-dessus de sa parole et personne ne peut se mettre en conflits avec lui au risque de se faire vilipender et

marginaliser dans la société. Ils sont le fondement de notre société et présent dans tous les actes de notre vie. C'est pourquoi, ils sont respectés par tout le monde.

De par ces considérations, le griot devient un élément incontournable dans la gestion des conflits, cela est valable à Gao comme d'ailleurs partout au Mali. Leur rôle a été déterminant dans la gestion de tous les conflits que la ville a connu au cours de la dernière décennie. Les griots sont de plus en plus organisés et s'imposent dans le domaine de la société civile.

3.2.5. Les organisations de la société civile

La décennie 90 a été marquée par l'éclosion d'un mouvement associatif constituant de société civile pour la défense des différentes corporations de la ville. C'est dans cette dynamique que plusieurs organisations de la société civile verront le jour. Mais la plupart d'entre eux ne sont que des démembrements des faitières installées à Bamako : APDF, APROFEM, CAFO, CASE DE PAIX etc. Les autres organisations locales sont réparties entre les différentes corporations et centre d'intérêt des communautés. Ces organisations servent des objectifs différents selon le lieu et les besoins. Dans le domaine de la gestion des conflits, plusieurs organisations s'investissent de plus en plus pour leur résolution. Pour ce faire, elles s'appuient généralement sur les acteurs et les mécanismes locaux pour créer des canaux de dialogue et d'échange afin de dénouer les éventuels conflits en cours. Le plus souvent, elles réussissent mais leur succès serait selon plusieurs répondants à l'appui de certains acteurs : imams, notabilités, etc.

3.3. Les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits

Les mécanismes endogènes sont des garde-fous mis en place par les différentes communautés locales de la région pour prévenir et gérer les conflits sociaux. Parmi ceux-ci, on en dénombre cinq : i) le cousinage à plaisanterie, ii) l'alliance communautaire, iii) le cadre de concertation et de dialogue pour la paix, iv) le réseau des communicateurs traditionnel, v) l'organisation des compétitions sportives et culturelles.

3.3.1. *Le cousinage à plaisanterie*

Le cousinage à plaisanterie est un fait socio-culturel adopté depuis 14^{ème} siècle par les différentes communautés de la sous-région de l’Afrique occidentale correspondant à l’ancien empire du Mali : Mali, Guinée, Sénégal, Burkina Faso, Cote d’Ivoire, Gambie, Niger, Mauritanie, Sera Leone. En pratique, il consiste à établir une relation particulière de fraternité entre certaines communautés en vue de contenir les tensions sociales. Sceller comme une sorte de pacte social, il permet aux communautés ayant souscrits de se taquiner, de s’entre aider dans une familiarité parfaite sans jamais arriver aux conflits. Quel que soit le niveau de colère de l’une, l’autre communauté arrive toujours à lui calmer. A Gao, un tel type de relation existe entre plusieurs communautés ethniques : Songhoi (MAIGA) et Arma (TOURE), Touareg et Dogon, Peul et Forgeron, etc. Dans certains cas, notamment comme celui des Dogon et la communauté des pêcheurs (les Bozo), le pacte est scellé par le sang interdisant même le mariage entre ces deux communautés, une façon d’éviter tout ce qui peut leur conduire à un conflit.

Outre la non-violence, ce cousinage à plaisanterie exige des communautés une assistance mutuelle, ce qui selon plusieurs répondants a été à base de la non-violence dans plusieurs actes de la vie sociale et politique. En cas de compétition ou de différends entre des personnes régies par le cousinage à plaisanterie, l’une des parties finit toujours par céder au profit de l’autre : par exemple, un MAIGA qui considère toujours un TOURE comme son neveu ne souhaite jamais compétir avec lui. Ce dernier à son tour, ne peut ni offenser et encore nuire aux intérêts d’un MAIGA qui, selon les traditions locales est considéré comme son oncle maternel. Pareil entre Touareg et Dogon qui ne cessent de se taquiner, de s’insulter mais sans jamais être en conflit. Dans les pires moments des conflits, les Dogons ont été mainte fois envoyé aux communautés Touareg pour lever le blocus sur certains villages de la région. Ainsi, dans la gestion des conflits locaux, l’utilisation du cousinage à plaisanterie a été une sorte de brise-glace pour non seulement instaurer le dialogue entre les différentes communautés de la région mais aussi, et surtout maintenir la paix sociale.

Outre la familiarité entre les communautés locales, il existe une autre

forme de cousinage à plaisanterie au sein même des familles et des clans, c'est notamment le cas entre des beaux-frères ou sœurs, entre les cousins germains, entre les grands parents et les petits fils. Pour plusieurs répondants, ce sont ces éléments culturels qui sont à la base de l'équilibre et la paix sociale à Gao. Dans les conflits en cours, les autorités régionales n'hésitent point à les utiliser pour pacifier les différends entre les communautés locales de la région car, ils sont perçus comme plus efficaces que les institutions formelles de gestion des conflits : justice, la gendarmerie, la police, etc.

3.3.2. *Les alliances communautaires*

A l'instar du cousinage à plaisanterie, les alliances communautaires sont des accords établis entre plusieurs communautés des régions nord du Mali. Ces alliances sont régies par des accords spécifiques dont l'essentiel se résume à la non-violence et à l'entraide entre les communautés qu'elles impliquent comme le précisent L. Gérard et K. A. Malanhoua Kouassi Aimé (2000, p. 12) :

La règle de l'alliance stipule que, quel que soit le degré d'adversité suscité par une situation particulière, les alliés impliqués doivent se garder de basculer dans le conflit ou doivent utiliser inconditionnellement les moyens pacifiques pour gérer celui-ci. Lorsque le conflit éclate malgré tout, il doit prendre la forme d'une plaisanterie et s'estomper. Au pire des cas, lorsqu'on en arrive à des violences, par ignorance ou opiniâtreté des belligérants, nonobstant la forme ou l'intensité du conflit, l'interposition d'une tierce personne par la mobilisation de l'alliance met un terme aux hostilités. Il s'ensuit alors des rituels de réparation⁷⁶

Ces alliances qui ont perdurées depuis des siècles entre les différentes communautés de la région se sont transformées à une sorte de parenté. Etablies généralement à travers des liens de mariages, elle a été la principale stratégie déployée par le groupe terroriste AQIMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique) pour non seulement s'implanter dans les différentes régions nord du Mali (Kidal, Tombouctou, Gao) mais aussi, et surtout étendre son influence dans le centre et du sud à travers

⁷⁶ Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne, Niagalé Bagayoko et Fahiraman Rodrigue Koné, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de la paix, juin 2017.

ses Katiba : *Ansar-édine* et la *katiba* de Macina. Tantôt, ces alliances s'établissent à travers des liens de voisinage. C'est le cas de plusieurs alliances communautaires : Touareg et Arabe, *Songhoi* et peul, *Songhoi* et Touareg. Ainsi, ils ont renforcé davantage les liens entre plusieurs communautés de la région. En dépit des conflits récents qui ont fortement ébranlés certaines alliances, notamment celle des Touareg et des *Songhoi*, elles continuent de pacifier tout de même certaines tensions sociales. De nombreux exemples de réconciliations faites à travers des réseaux d'alliances communautaires à Gao, Bourem, Ansongo en sont des illustrations parfaites. De même, les différentes communautés de la région y croient fermement.

3.3.3. Le cadre de concertation, de dialogue et de prévention des conflits

Le cadre de concertation est une instance locale mise en place au cours de la dernière décennie pour faire face aux multiples conflits qui sévissent dans la région. Elle est composée de plusieurs entités sociales : représentants de l'Etat (Gouverneur, préfets, maires), les religieux (imams, marabouts notables), les représentants des femmes et des jeunes, les représentants des griots, etc. Le cadre de concertation et de dialogue mis en place à Gao a fondamentalement deux fonctions : i) prévenir d'éventuels conflits entre les différentes entités locales de la ville, et ii) gérer les conflits qui ont déjà éclatés pour y trouver de solutions. Mis en place depuis 2012 à la suite de l'éclatement de la dernière rébellion, il se réunit une fois par trimestre pour discuter de tous les problèmes susceptibles d'aboutir aux conflits entre les différentes communautés de la commune. Dans la plupart des conflits sociaux, il se trouve à l'avant-garde pour trouver des solutions et le plus souvent, il aboutit à des solutions négociées comme le précise un des chefs de quartiers interrogés sur la question : « C'est grâce aux multiples efforts déployés par le cadre de concertation que la ville de Gao n'a pu se désintégrer au pire moment de la crise. De nos jours encore, il est sollicité par les autorités lorsqu'elles sont dépassées par les conflits ». Un autre leader communautaire ajoute : « Nous avons plusieurs fois évité le pire à cause du cadre de concertation. C'est grâce au cadre que qu'on a pu éviter le conflit entre les jeunes de la ville et les commerçants du marché ». Par ces propos, on voit bien que le cadre de concertation mis en place par les acteurs

locaux joue un rôle important dans la stabilité de la commune de Gao.

3.3.4. L'organisation des compétitions artistiques et sportives

A l'instar des autres mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits, certaines activités socioculturelles et sportives sont constamment organisées pour renforcer la cohésion sociale entre les différentes communautés locales de la ville de Gao. Il s'agit entre autres des compétitions sportives, concours artistiques, luttes traditionnelles, courses de chevaux et de pirogues, etc. L'organisation de ces activités met en compétition l'ensemble des communautés locales de la ville. Elles constituent des moments spécifiques de manifestations et jouissance populaires impliquant toutes les communautés locales. Pour des nombreux répondants, ces moments constituent des opportunités de rencontres et d'amitié entre les jeunes des différents groupes ethniques de la ville. Ce qui, selon ces derniers renforce davantage l'amour, la cohésion sociale et contribuent à une meilleure prise de conscience de ces derniers par rapport à leur responsabilité pour le maintien de la paix au niveau de la région. « Ces manifestations ont permis à beaucoup de jeunes de comprendre qu'ils ont d'autres formes d'expression de leur revendication que les armes », disait un responsable de la jeunesse de la commune. Par ailleurs, elles ont favorisé l'assimilation culturelle de plusieurs générations de jeunes, en s'ancrant à la fois dans la tradition et la modernité :

3.4. Forces et faiblesses des acteurs et des mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits

En dépit des avantages considérables que requiert les acteurs et les mécanismes endogènes dans la gestion des conflits, on note tout de même quelques difficultés qui pourront les affaiblir dans leur tâche. Comme avantages détenus par les acteurs et les mécanismes endogones on peut entre autres citer deux : i) l'ancrage socioculturel et ii) la religion. En effet, l'ensemble des acteurs locaux intervenants dans les conflits (chefferie, notabilités, imams) tirent leur légitimité des traditions locales. Ainsi, la forte emprise de ces traditions assortie de leur durabilité fait que les acteurs et les mécanismes résistent encore et continuent toujours d'être respectés par l'ensemble des communautés locales de la région comme le précise cet ancien

instituteur de la commune de Gao : « l'administration et les maires sont venus trouvés nos chefs coutumiers ici et ils partiront les laisser. Donc, c'est eux qui sont légitimes et plus respectés que ces fonctionnaires et ces élus qui, au pire moment de la crise ont tous fuis jusqu'à Bamako ». Pareil pour les mécanismes locaux qui ont une forte emprise sur les différentes communautés locales de la région.

Quant à la religion, notamment l'islam, son avantage s'explique par son influence dans toutes les régions nord du Mali en général et à Gao en particulier. A ce sujet, il importe de rappeler que la région de Gao a connu l'islam depuis le 14^{ème} siècle avec l'empereur du Mali (Kankou Moussa). Cet élan sera renforcé par le règne de Soni Aly-ber (1464-1492) et l'invention Marocaine qui durera de 16^{ème} au 18^{ème} siècle. Ces multiples dominations qui ont durant des siècles renforcé l'idéologie musulmane ont modelé les comportements des populations locales Vis-à-vis des guides religieux (imams, cadis, marabouts, etc.), ce qui confère un avantage considérable à ces derniers dans la gestion des conflits comme le précise une femme leader de la région : « refuser une proposition de paix d'un imam ou d'un marabout notable est inconcevable car, nous sommes tous musulman et lorsque ça ne va pas, c'est vers eux qu'on se dirige ». Si l'ancrage sociale et religieux confèrent aux acteurs et aux mécanismes endogènes des avantages certains dans la gestion des conflits, il n'en demeure pas moins que l'avènement de la démocratie, le pouvoir de l'argent et surtout des armes favorisées par la rébellion et le terrorisme ont tendance à les affaiblir. En effet, l'avènement de la démocratie amène de plus en plus de nombreux acteurs impliqués dans les conflits, notamment les nouveaux politiciens riches à faire fi des acteurs et des mécanismes traditionnels de gestion des conflits. Nantis d'une nouvelle position sociale et d'argent, ces derniers sont de plus en plus amenés à ramener les conflits au niveau des tribunaux où ils pourront sortir vainqueur. Pour des nombreux répondants, c'est cette nouvelle tendance qui serait à la base de la survivance de plusieurs conflits. C'est dans ce sens que certains interlocuteurs pensent que la démocratie a finalement eu raison de nos traditions.

Avec cette démocratie, les gens ne respectent nos grandes personnes (imam, chef de village, etc.) qu'ils considèrent comme dépassés. Or, rien n'a pourtant changé dans nos pratiques. Donc, pour moi, c'est la

mauvaise compréhension de la démocratie qui est entrain de gâter nos valeurs traditionnelles (SK, entretien réalisé le 12 juillet 2023).

Un autre phénomène non moins important qui participe de la faiblesse des mécanismes de gestion des conflits est l'avènement des groupes terroristes dans la région. Ayant mis de côté toutes ces institutions, les groupes armés se sont comportés en maître absolu dans tous les domaines de la vie socio-économique et politique, ce qui va considérablement anéantir le fonctionnement des institutions traditionnelles de gestion des conflits. Ainsi, depuis lors, elles ont désormais du mal à s'imposer dans certaines situations de conflits. Alors, face à ces difficultés, il est plus que jamais nécessaire de revitaliser et d'institutionnaliser les différents mécanismes de prévention et de gestion des conflits. Cela est non seulement important pour la préservation de notre culture traditionnelle mais aussi, pour la paix et la quiétude sociale.

Discussion

Après analyse des résultats obtenus en lien avec les écrits antérieurs, quelques résultats méritent d'être discutés. Il s'agit en premier lieu de la focalisation excessive des écrits sur les conflits, notamment sur leur ampleur, leur complexité et les enjeux qui les sous-tendent en Afrique et au Mali : Simmel GEORG : Simon FISHER et al.2000 ; Abdoulaye TAMBOURA, 2016 ; Alex MACLEOD, 2004 ; BAH, Thierno, 1999 ; Clotilde BARDET, (2015) ; Charles-Philippe DAVID et Olivier SCHMITT, 2020. Mais les stratégies de sortie de crises qui privilégient une approche interne prenant en compte les acteurs et les mécanismes locaux reste encore peu étudié. Or, c'est de là que dépendant en grande partie une paix durable et la cohésion sociale. A Gao, les résultats de nos recherches révèlent qu'à la différence des acteurs et des mécanismes exogènes, ceux de l'intérieur sont beaucoup plus arrivés à solutionner les conflits. Un tel résultat nous interpelle sans doute sur le rôle et la place des acteurs et des mécanismes endogènes dans la gestion des conflits notamment en Afrique. Ce qui nous amène au second constat qui est d'ordre institutionnel : la marginalisation des acteurs et des mécanismes locaux dans le dispositif institutionnel de gestion des conflits. En effet, en Afrique,

les dispositifs institutionnels de gestion des conflits sont entre autres : la police, la gendarmerie et la justice. Du coup, les chefferies locales, les leaders religieux, les notabilités et les dispositifs traditionnels de médiation et de gestion des conflits sont ignorés. Or, en pratique, ils sont à la base de la résolution de plusieurs conflits sociaux au niveau local. Cela se justifie non seulement par leur niveau de connaissance des problèmes mais aussi, et surtout la forte légitimité qu'ils bénéficient auprès des populations locales.

Conclusion

Somme toute, le présent article n'analyse certes pas l'ensemble des aspects liés aux conflits dans la région de Gao. Il met toutefois en évidence quelques éléments de compréhension sur la typologie des conflits, les acteurs et les mécanismes endogène impliqués dans leur gestion. Il ressort ainsi de nos investigations qu'à l'instar des autres régions nord du Mali, celle de Gao est depuis environ quatre décennies confrontée à des conflits multiples et multiformes. Mais le dernier conflit, notamment celui de 2012 ayant abouti à l'occupation totale de la région a été doute le plus meurtrier caractérisé par des exactions de toutes sortes. Comme outils de gestion de ces conflits, plusieurs acteurs et mécanismes sont intervenus, notamment ceux de l'Etat central et ses partenaires extérieurs sans véritable succès. Ce qui n'a pas été le cas des acteurs et des mécanismes locaux qui, bien qu'ignorer œuvrent depuis quelques années à la résolution de plusieurs conflits au niveau local. Une telle dynamique nous ramène à repenser le rôle et la place des acteurs et des mécanismes locaux dans la gestion des conflits. Autrement dit, l'immixtion forte des acteurs extérieurs (notamment les institutions internationales) nous pousse de plus en plus à minimiser ou à ignorer les acteurs et les mécanismes endogènes de gestion des conflits. Or, les réalités du terrain révèlent tout de même qu'ils sont à la base de la résolution de plusieurs conflits et de la cohésion sociale au niveau local, ce qui nous amène désormais à repenser le rôle et la place de ces derniers dans la gestion des conflits.

Références bibliographiques

Abdoulaye TAMBOURA, (2016). *Le conflit Touareg et ses enjeux géopolitiques au Mali. Géopolitique d'une rébellion armée*, Paris, L'Harmattan, pp : 245

Acord, (2016). *Etude sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali*, juin, pp. 44.

Bagayoko Niagalé et Kone Fahiraman Rodrigue, (2017). *Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne*, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, Rapport no2, pp : 60.

Bah Thierno, (1999). *Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits en Afrique noire*, in *Les fondements endogènes d'une culture de la Paix en Afrique, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits en Afrique*, UNESCO, Paris

David Charles-Philippe et SCHMITT Olivier, (2020). *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Science Po, 4ème édition, 2020, pp. 48-50.

Doumbia Sékou, Terrorisme au Sahel. (2022). *Le dialogue avec les djihadistes comme paradigme de sortie durable de crise au Mali*, Paris, Le Harmattan, pp :250

De sardan Jean-Pierre Olivier, (2008). *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Bruylant/Academia, pp : 374

Hugon (Ph.), 2003. *Les conflits armés en Afrique : apports, mythes et limites de l'analyse économique*, Revue Tiers Monde, 2003/4, n°176, p. 829.

Macleod Alex, (2004). *Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique*, Cultures & Conflits, vol. 54, n°2, pp. 13-51.

Mavoungou-bouyou Monique, (2005). *Les mécanismes culturels de prévention et de résolution des conflits dans les sociétés précoloniales au sud du Gabon : les pratiques traditionnelles*. In dialogue interculturel et culture de la paix en Afrique centrale et dans la région des grands Lacs, Tome 2, UNESCO,

Maiga Choguel kokalla et Singare Issiaka Ahmadou, (2018). *Les rébellions au Nord du Mali. Des origines à nos jours*, Bamako, Edis, pp : 452

Ngono Aimé Protais Bounoung, (2021). *Atouts et inconvénients des pratiques d'autodéfense communautaire en Afrique : le cas des "Koglweogo" et de "Dana Amassagou" au Burkina Faso et au Mali*, Revue Paix et Sécurité en Afrique Subsaharienne, no3, pp. 19-41.

Seydou Kamissoko, (2008). *Guide méthodologique de gestion et de prévention des conflits liés aux ressources naturelles*, Ded Mali, pp : 78

Savadogo Mady et Passoua Rigomba, (2021). *Cartographie des groupes armés non étatiques dans l'espace du G5 Sahel : cas du Mali* Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce (CSAMAP), Rapport, pp.8-37.

Simmel Georg. (1904). *The sociology of conflict*, *American journal of sociology*, vol 9, Issue 4, 450-525

Soungalo Sidy MARIKO, *Sortie de conflit durable et sécurité humaine au Mali : épistémologie des approches institutionnelles de gestion de crise en Afrique*, Thèse en vue de l'obtention du Doctorat/PhD en Gouvernance et Intégration régionale, Université Panafricaine, 2021, 322p.

Tamboura Abdoulaye (2016). *Le conflit Touareg et ses enjeux géopolitiques au Mali. Géopolitique d'une rébellion armée*, Paris, Le Harmattan, pp : 245